

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 SEPTEMBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/552		
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 23 041 EUROS A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR POUR LE PROGRAMME D'ACTIONS 2022 SUR LA QUALITE DE LA RESSOURCE EN EAU DU BASSIN VERSANT DU GAPEAU ET DE L'EYGOUTIER		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/552

BUREAU DU 19 SEPTEMBRE 2022

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 23 041 EUROS
A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR POUR LE
PROGRAMME D'ACTIONS 2022 SUR LA QUALITE DE
LA RESSOURCE EN EAU DU BASSIN VERSANT DU
GAPEAU ET DE L'EYGOUTIER**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au
Président et au Bureau,

VU l'arrêté ministériel du 11 décembre 2011, modifié par les arrêtés ministériels du
23 octobre 2013, du 11 octobre 2016 et du 27 avril 2017 relatif au programme
d'action national, à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la
pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté préfectoral du 6 juin 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

VU l'arrêté du Préfet Coordonnateur de bassin n°22-064 en date du 21 mars 2022, portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône – Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant,

VU la décision métropolitaine n°22/97 du 21 février 2022 relative à la 3^{ème} convention cadre de partenariat entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Chambre d'Agriculture du Var pour les années 2022-2026,

VU l'avis favorable de la Commission Protection de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique et Energétique du 22 juin 2022,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a assuré le rôle de structure animatrice du contrat de baie des Îles d'Or [2016-2021] et du contrat métropolitain de la rade de Toulon [2020-2021] et porte les travaux du futur contrat de baie commun pour la rade de Toulon et des Îles d'Or,

CONSIDERANT qu'à ce titre, la Métropole a engagé, depuis 2010, une animation de la démarche de reconquête de la qualité des eaux des aires d'alimentation des 4 captages prioritaires situés sur le territoire de la Métropole (Fonqueballe, La Garde / La Foux, Le Pradet / Golf Hôtel et Père Eternel, Hyères-les-Palmiers),

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a réalisé en 2018 une étude pour délimiter l'aire d'alimentation des captages, déterminer les pressions et proposer un programme d'actions décliné en 6 volets,

CONSIDERANT que, dans le SDAGE 2022-2027, la lutte contre les pollutions diffuses (nitrates et/ou pesticides) pour la préservation de la qualité des eaux souterraines et la protection de la ressource en eau potable est une priorité,

CONSIDERANT que, dans le XI^{ème} programme de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (2019-2024), les actions pour restaurer durablement la qualité des eaux brutes des captages par les pollutions diffuses et préserver les ressources stratégiques destinées à l'eau potable peuvent bénéficier d'aides financières auprès des EPCI chargés de l'animation pour mettre en œuvre :

- Une animation territoriale des plans d'actions des captages prioritaires,
- La conversion à l'agriculture biologique,
- Le développement de filières à bas niveau d'entrants,

CONSIDERANT que cette animation de la démarche d'aires d'alimentation des captages et la mise en œuvre des actions nécessitent un partenariat avec les acteurs agricoles, dont notamment la Chambre d'Agriculture du Var,

CONSIDERANT que la Chambre d'Agriculture du Var permet de mettre en œuvre par les agriculteurs des actions concrètes, concernant les pollutions diffuses ou ponctuelles d'origines agricoles, dans le cadre de Mesures Agro-Environnementales Territorialisées (MAET) pour les démarches suivantes :

- La Zone Vulnérable aux Nitrates « Gapeau / Eygoutier » comprenant les communes suivantes : La Garde, Le Pradet, Carqueiranne, Hyères-les-Palmiers, La Crau, La Farlède et Solliès-Pont,
- Les Aires d'Alimentation des Captages prioritaires en eau potable au titre du SDAGE 2022-27,

CONSIDERANT le projet de financement du programme proposé par la Chambre d'Agriculture du Var d'un montant total de 38 266 €, pour l'année 2022, lequel se répartit entre les différents partenaires de la manière suivante :

Partenaires	Pourcentage - montant
Chambre d'Agriculture du Var - autofinancement	20% - 7 654 €
Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur	20% - 7 571 €
Métropole TPM	60 % - 23 041 €

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER une subvention de 23 041 € (vingt-trois mille quarante et un euros) à la Chambre d'Agriculture du var pour la réalisation du programme d'actions 2022 sur la qualité de la ressource en eaux du bassin versant du Gapeau et de l'Eygoutier.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer avec la Présidente de la Chambre d'Agriculture du Var, la convention d'attribution de la subvention.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération n°23514 article n°731-65748, Budget Principal 2022.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

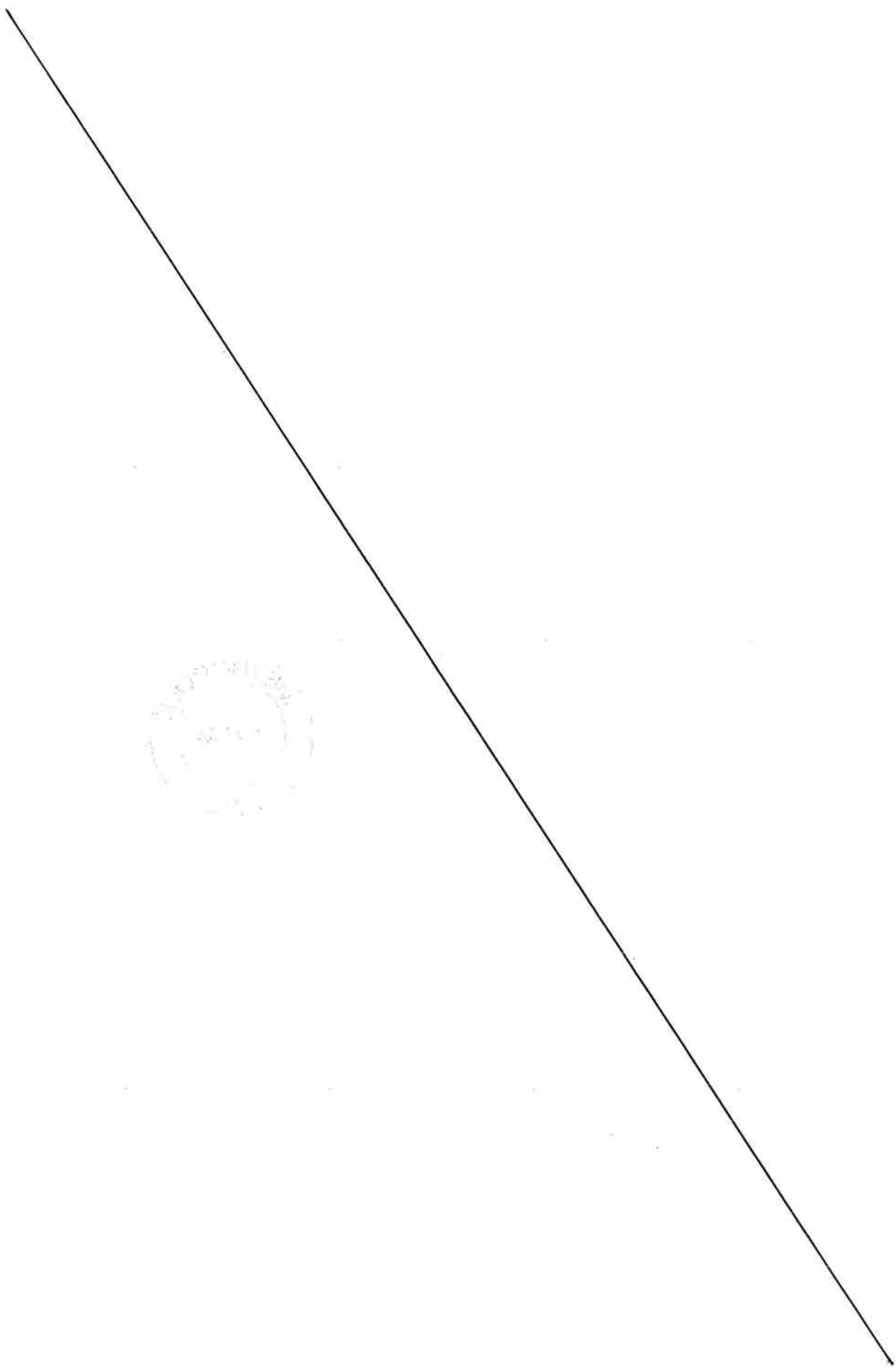
Fait à Toulon, le 19 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION

**DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE
A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR**

**PROGRAMME D' ACTIONS SUR LE BASSIN
VERSANT DU GAPEAU ET DE L'EYGOUTIER -
RESSOURCE EN EAU ET AGRICULTURE**

2022

Il est établi la convention d'attribution de subvention :



Entre d'une part,

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président en exercice, Hubert FALCO, agissant en cette qualité pour et au nom de la dite métropole, autorisée par la décision de bureau métropolitain n° en date du ,

Ci-après dénommée « Métropole »

Sise

107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536

83041 TOULON Cedex 09

SIRET : 248 300 543 002 17



Et, d'autre part :

La **Chambre d'Agriculture du Var**, Représentée, en sa qualité de Présidente, par Madame Fabienne JOLY,

Ci-après dénommée « CA83 »

Sise :

11, rue Pierre Clément

CS 40 203

83006 DRAGUIGNAN CEDEX

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La Chambre d'Agriculture du Var (CA83) conduit depuis plusieurs années un programme d'actions sur la gestion qualitative de ressource en eau à l'échelle du bassin versant du Gapeau et de l'Eygoutier (BVGE).

La superficie totale de la zone d'action atteint 1050 km², recoupant les limites de 27 communes. Ce territoire compte environ 1600 exploitations agricoles couvrant environ 10 500 ha, soit environ 10% de la surface totale du territoire.

Le bassin versant du Gapeau et de l'Eygoutier fait l'objet de nombreux enjeux agro-environnementaux qui se traduisent par une superposition de zonages réglementaires, à savoir :

- Le SAGE Gapeau,
- La Zone Vulnérable aux Nitrates,
- Les 4 captages prioritaires au titre du SDAGE 2022-2027 (captage du Golf Hôtel et du Père Eternel à Hyères, Puits de Fontqueballe à La Garde, et Puits de La Foux au Pradet),
- Le contrat de baie de la rade de Toulon et le contrat de baie des Iles d'Or.

Les principaux enjeux identifiés par ces zonages sont les phénomènes d'eutrophisation, la pollution par les pesticides, la pollution par les nitrates et le déséquilibre quantitatif.

Jusqu'alors, le programme d'action BVGE faisait l'objet d'une demande de subvention auprès du Conseil Régional PACA (CR PACA) par l'intermédiaire de la Chambre Régionale d'agriculture PACA (CRA PACA) et de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC).

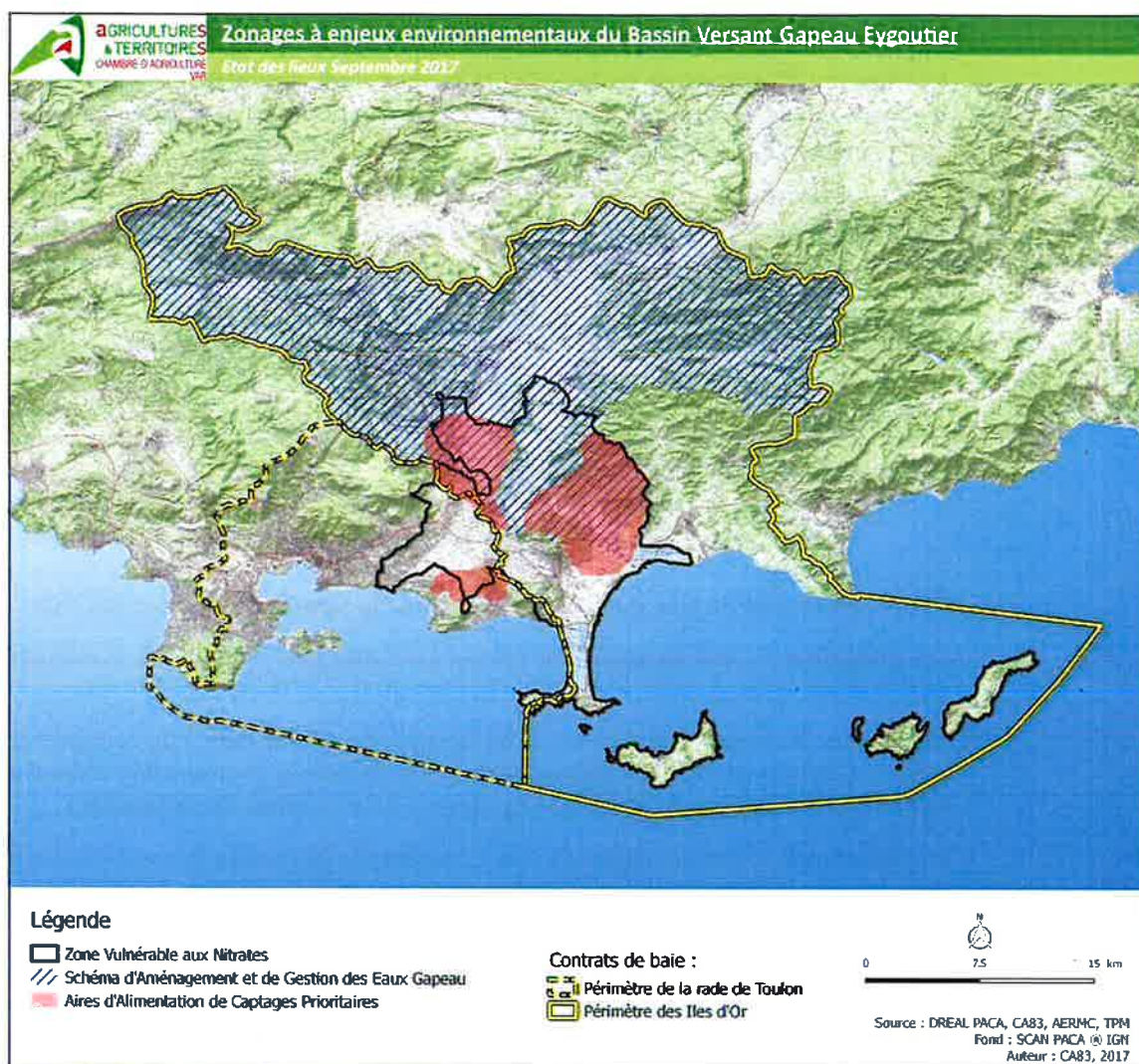
En accord avec le Conseil Régional, une demande d'intervention financière a été maintenue dans la cadre de la convention avec la CRA PACA. La CA83 dépose une demande de subvention dans le cadre de la convention annuelle entre la CRA PACA et le CR PACA.

L'Agence de l'Eau a souhaité modifier la gestion des dossiers. En effet, dans un objectif de créer du lien entre les politiques agricoles des intercommunalités et la politique de l'Eau (SDAGE/SAGE/Contrats de milieux...) et en adéquation avec la montée en puissance des intercommunalités sur un certain nombre de compétences (suite à l'approbation de la Loi NoTRE notamment), l'AERMC a souhaité que les programmes d'actions de la politique de l'eau soient portés par les intercommunalités et non plus directement par la CA83. Pour réaliser ce travail d'animation, la MTPM confie cette mission à la CA83 via la présente convention.

OBJECTIFS DE LA CONVENTION 2022

⇒ **Poursuivre les programmes d'actions en 2022 sur l'amélioration de la qualité de l'eau**

Périmètre du Bassin Versant Gapeau Eygoutier



Article 2. Description des missions de la Chambre d'Agriculture du Var

Il s'agit de poursuivre le travail conduit depuis plusieurs années visant à mettre en œuvre des actions ciblant le public agricole et visant à réduire l'impact des pratiques agricoles sur la qualité des eaux.

Spécifiquement, les actions portent sur :

- A. L'accompagnement de groupes**
 - A.1. Essais et suivis
 - A.2. Mise en réseau et diffusion
 - A.3. Journées techniques, démonstrations, formations
 - A.4. Communication, sensibilisation, information
- B. Evolution des pratiques**
 - B.1. Zone vulnérable aux Nitrates
 - B.2. Evolution règlementaire
 - B.3. Infrastructure environnementales
- C. L'émergence de projets territoriaux**
 - C.1. Captage de Fonqueballe et chloridazone
- D. La coordination sur le territoire**
 - C.1. Participation aux COPIL et COTECH
 - C.2. Veille
 - C.3. Pilotage et synthèse des actions sur le territoire.

Article 3. Budget prévisionnel de l'intervention de la Chambre d'Agriculture du Var

Le budget prévisionnel de la convention s'élève à **38 266 €**.

Actions	En €
Action A. Accompagnement des groupes	23 104 €
Action B. Evolution des pratiques	6 137 €
Action C. Emergence de projets territoriaux	1 444 €
Actions D coordination sur le territoire	7 581 €
TOTAL	38 266 €

Le plan de financement est établi comme suivant :

	En €	En %
Métropole Toulon Provence Méditerranée	23041 €	60 %
CR PACA via la convention régionale entre la Chambre régionale d'Agriculture de PACA et le CR PACA	7571 €	20 %
Chambre d'Agriculture du Var	7654 €	20 %
TOTAL	38 266 €	100 %

Article 4. Modalités financières et de règlement

Les règlements seront effectués par la Métropole, dès la signature de la convention, selon la manière suivante :

- 70% à la signature de la présente convention,
- 30% au terme de la mission de la CA83, sur présentation des bilans d'activité (au plus tard au 30 Mars de l'année N+1).

Le paiement des sommes prévues sera effectué par virement administratif sur le Compte DFT suivant : 10071 83000 00001012417 66 TPTOULON

Article 5. Confidentialité

Hormis dans le cadre des actions de communication organisées dans le cadre du projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toutes natures auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Les données individuelles recueillies dans le cadre de la convention ne seront pas fournies par le producteur de la donnée pour des raisons de confidentialité, sauf accord des enquêtés. Les données SIG produites par la CA83, dans le cadre du partenariat, seront transmises à la commune en format JPEG et/ou PDF. L'utilisation ultérieure des données produites dans le cadre d'une autre réflexion ou études devra recueillir l'accord des deux parties.

Article 6. Durée de la convention

La durée de la convention porte sur l'année civile 2022.

La durée des travaux pouvant être amenée à être prolongée au regard des contraintes de calendriers des différents acteurs (saisonnalité des travaux agricoles, agendas politiques...).

Article 10. Résiliation - Révision

a) En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une quelconque des dispositions de Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet ; et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de tenir les engagements de la présente Convention.

b) La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

Article 11. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois. En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon, sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires, le

Pour La Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Pour la Chambre d'Agriculture du Var

Hubert FALCO
Président

Fabienne JOLY
Présidente

